fabrique d'armes relèvera-t-elle également du ministère du Commerce ou dépendra-t-elle du ministère de la Défense nationale?

J'ai posé cette question au ministre de la Défense nationale le 17 février, et voici sa réponse, que je relève à la page 528 du hansard:

Il est possible que la Canadian Arsenals soit placée sous l'autorité de la Défense et que le ministère du Commerce s'occupe de certains travaux comme les achats et une partie de l'inspection.

Nous voudrions savoir de qui relèvera la Canadian Arsenals.

Autre objection. Le nouvel organisme n'aura aucune efficacité pour ce qui est de la construction d'ouvrages militaires. Je ne m'étendrai pas sur ce point car l'honorable député de Nanaïmo (M. Pearkes) en traitera.

La quatrième objection est que, une fois de plus, on recourt à une société de la Couronne au lieu de faire retomber la responsabilité directement sur le ministère. L'honorable député de Carleton a déjà traité la question de savoir s'il était judicieux de recourir à une société de la Couronne. Nous nous préoccupons vivement de l'empressement que met le Gouvernement à le faire. La méthode est simple; on n'a qu'à constituer une société puis à s'en remettre à elle. Avec le temps, cette société échappera de plus en plus à la surveillance du Parlement et du peuple canadien.

M. GRAYDON: A d'autres les responsabilités.

M. GREEN: Il faudra un jour ou l'autre mettre fin à cette pratique. Nous croyons que le moment est venu d'y renoncer. Nous soutenons qu'il importe de couper court immédiatement à cette habitude.

Voilà les raisons pour lesquelles j'engage le Gouvernement à retirer le présent projet de loi et à reviser toute sa ligne de conduite. La nécessité d'équiper nos troupes, de renouveler leur équipement et d'en surveiller la fabrication constitue l'un des plus importants problèmes qui se posent non seulement au Parlement mais à la population du Canada.

M. G. R. PEARKES (Nanaïmo): Monsieu l'Orateur, je me rends compte de l'avantage que comporte l'établissement d'un service central pour l'achat des approvisionnements et de l'équipement des trois armes, pourvu que ces achats soient effectués conformément aux prescriptions des officiers responsables et pourvu que l'acquisition et la livraison de ces articles spéciaux se fasse avec célérité.

Il me semble que la division des approvisionnements du ministère de la Défense nationale satisfaisait à ces conditions essentielles. Cependant, plus cette division sera étrangère au ministère de la Défense nationale, plus il y aura danger qu'on s'écarte des prescriptions et que des substitutions soient faites. Lorsque des instructions passent d'un service à un autre, il s'ensuit inévitablement des retards. Que de délais apportés à la fabrication s'il faut attendre pour commencer les travaux que les fonctionnaires compétents du ministère aient exposé leurs besoins au ministre de la Défense nationale, que ce dernier ait transmis la commande à son collègue du Commerce et que celui-ci l'ait remise à la Corporation commerciale canadienne! Plus il y a d'intermédiaires entre l'organisme qui place la commande et celui qui est chargé de son exécution, plus les risques de retards et de commandes mal exécutées sont nombreux.

Je tiens à mentionner tout particulièrement cette partie du bill qui confère à la corporation le pouvoir d'exécuter certains travaux. Pendant longtemps, lorsqu'un service de l'armée avait besoin de certains ouvrages il s'adressait au ministre des Travaux publics. S'agissait-il de préparer l'emplacement d'un canon, de construire des casernes ou d'aménager une piste d'atterrissage à une station du corps d'aviation, on s'en remettait au ministère des Travaux publics qui adjugeait l'entreprise et en faisait surveiller l'exécution par ses propres ingénieurs. Les ingénieurs de l'armée étaient habitués à ceux du ministère des Travaux publics et avaient confiance dans leurs décisions.

A l'occasion, le ministère des Travaux publics se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter les entreprises qui lui étaient confiées. Alors, l'exécution s'en faisait par des ouvriers travaillant à la journée sous la direction d'ingénieurs militaires. Parfois même, les travaux étaient confiés à des soldats, toujours sous la direction des ingénieurs de l'armée. Ces derniers ont pu acquérir ainsi une expérience précieuse dans ce genre de travaux. Quoi qu'il en soit de ce qu'on pourrait appeler une formation utile, règle générale la tâche était confiée au ministère des Travaux publics.

Quel est l'objet de la présente mesure? S'agit-il de créer un petit service de travaux publics chargé d'exécuter les entreprises requises par le ministère de la Défense nationale? Doit-on lui confier l'exécution de tous les travaux de Défense nationale ou le ministère de la Défense nationale demandera-t-il au ministère des Travaux publics de le faire, et si celui-ci ne s'en charge pas, s'adressera-t-il à la corporation? Songe-t-on à mettre ces travaux en adjudication, pour ainsi dire, afin de juger lequel, de la Corporation ou du ministère des Travaux publics,